

Concours EPSO/A/1-10/03

Administrateurs adjoints (A8)

Épreuve a)

Test constitué d'une série de questions à choix visant à évaluer les connaissances spécifiques dans le domaine choisi

DOMAINE 4 – Audit

1. Parmi les principes comptables ci-après, lequel **ne** figure **pas** dans la quatrième Directive 78/660/CEE du Conseil, du 25 juillet 1978, concernant les comptes annuels de certaines formes de société?
 - a) Le principe de la continuité de l'exploitation (*Going-concern principle*)
 - b) Le principe de prudence (*Principle of prudence*)
 - c) Le principe de l'évaluation séparée (*Principle of separate valuation*)
 - d) Le principe d'équilibre (*Principle of equilibrium*)

2. Une information d'audit est généralement considérée comme pertinente lorsqu'elle est:
 - a) obtenue par un sondage statistique valable
 - b) objective et impartiale
 - c) factuelle, appropriée et convaincante
 - d) cohérente au regard des objectifs d'audit

3. En cas de hausse des prix, quelle méthode d'évaluation des stocks parmi celles mentionnées ci-après a le plus de chances d'entraîner une surestimation du bénéfice?
 - a) LIFO
 - b) HIFO
 - c) FIFO
 - d) La méthode du coût moyen

4. Pour le calcul de la capacité d'autofinancement (*cash-flow*) conformément aux SFAS 95 (*Statement of Financial Accounting Standards*), laquelle parmi les affirmations ci-après **n'est pas** exacte?
 - a) La dotation aux amortissements s'ajoute au bénéfice d'exploitation
 - b) Le bénéfice de la vente de biens est déduit du bénéfice d'exploitation
 - c) Le montant correspondant au remboursement de dettes est déduit du bénéfice d'exploitation
 - d) Les dividendes distribués s'ajoutent au bénéfice d'exploitation

5. Parmi les objectifs ci-après, lequel **ne** relève **pas** de la procédure de planification de l'audit?
 - a) Définir la manière dont les objectifs et les autres priorités seront atteints
 - b) Définir comment seront obtenues les informations probantes nécessaires pour atteindre les objectifs
 - c) Procéder à des analyses de données pour identifier les insuffisances majeures
 - d) Identifier les ressources à affecter aux audits et leur utilisation effective

6. Au cours de la phase d'établissement des rapports, l'auditeur aura recours au seuil de signification (*materiality threshold*) pour:
1. déterminer le volume de contrôles nécessaire pour obtenir des informations probantes suffisantes
 2. évaluer l'importance des erreurs et des irrégularités détectées
 3. déterminer s'il doit ou non exprimer des réserves sur les états financiers
 4. évaluer l'exactitude et l'intégralité des états financiers de l'entité auditée.
- Parmi les combinaisons ci-après, laquelle est exacte?
- a) 1 et 2
 - b) 1 et 3
 - c) 2 et 3
 - d) 2 et 4
7. La directive du Conseil sur le Droit des Sociétés relative à l'agrément des personnes chargées du contrôle légal des documents comptables est:
- a) la première directive
 - b) la quatrième directive
 - c) la septième directive
 - d) la huitième directive
8. Parmi les rapports de la Cour des comptes européenne mentionnés ci-après, lesquels **ne** revêtent **pas** un caractère obligatoire?
- a) Rapports annuels relatifs aux activités relevant du budget général
 - b) Rapports relatifs à la clôture des comptes des Agences communautaires
 - c) Rapports relatifs au Fonds européen de développement
 - d) Rapports spéciaux relatifs aux Fonds structurels
9. Au cours de la phase de réalisation des tests, un auditeur peut s'appuyer sur les travaux d'autres auditeurs ou experts pour:
- a) obtenir des informations sur les éventuels points forts ou points faibles des systèmes de contrôle
 - b) réduire la quantité de travail à effectuer et ainsi rendre disponibles pour d'autres tâches d'audit les ressources correspondantes
 - c) obtenir des informations concernant toute erreur grave qui se serait produite dans le champ d'audit concerné
 - d) mieux estimer le degré de risque affectant les tests de validation à effectuer
10. Le règlement (CE, CECA, Euratom) n° 762/2001 du Conseil du 9 avril 2001 a été adopté pour:
- a) séparer les fonctions d'audit interne et de contrôle financier ex ante
 - b) mettre en place un système de contrôle financier ex ante
 - c) mettre en place un système de contrôle comptable
 - d) mettre en place un système de contrôle financier ex post

11. Parmi les affirmations ci-après, laquelle **n'est pas** exacte?
Le Comité de Suivi des Audits de la Commission:
- a) assure l'indépendance du service d'audit interne
 - b) vérifie la validité des recommandations formulées par la Cour des comptes européenne
 - c) est un organe consultatif ne disposant d'aucune compétence d'exécution
 - d) propose à la Commission d'effectuer un examen périodique et indépendant des travaux du service d'audit interne
12. Le service d'audit interne de la Commission européenne **n'est pas** habilité à:
- a) mettre en évidence, à l'intention des responsables, les problèmes constatés
 - b) adresser aux responsables des recommandations en vue de trouver des solutions
 - c) imposer l'adoption des recommandations formulées
 - d) assurer le suivi de la mise en oeuvre des recommandations formulées
13. Parmi les affirmations ci-après, laquelle **n'est pas** exacte?
L'audit interne:
- a) est une fonction indépendante et objective d'assurance, dont la raison d'être est d'apporter une valeur ajoutée qui permet d'améliorer le fonctionnement de l'organisation
 - b) représente l'ensemble du système de contrôles financiers et autres, y compris la structure, les méthodes et les procédures organisationnelles, destiné à aider l'entité contrôlée dans la conduite de ses affaires
 - c) fournit l'assurance, en s'appuyant sur des sources internes, que les objectifs des contrôles internes sont atteints
 - d) aide l'organisation à atteindre ses objectifs par une approche systématique d'évaluation et d'amélioration des procédés de gestion des risques et de contrôle
14. Parmi les types d'audit ci-après, lequel **ne** relève normalement **pas** de la compétence des services d'audit interne?
- a) L'audit de la régularité
 - b) L'audit par l'analyse des systèmes
 - c) L'audit de performance
 - d) L'audit financier
15. Le seuil de signification (*materiality threshold*) se définit comme étant le taux maximal d'erreurs acceptable lors de la vérification d'un échantillon. Le risque d'audit correspond à la probabilité que les auditeurs ne détectent pas les erreurs commises. Parmi les affirmations suivantes, laquelle **n'est pas** exacte?
- a) Plus le seuil de signification est élevé, plus le risque d'audit est faible
 - b) Le seuil de signification et le risque d'audit sont inversement proportionnels
 - c) Plus le seuil de signification est faible, plus le risque d'audit est élevé
 - d) Il n'existe aucune relation entre le seuil de signification et le risque d'audit

16. Le terme d'audit "procédés de validation" (*substantive procedures*) **ne** recouvre **pas**:
- a) les tests effectués pour obtenir des éléments probants attestant l'existence d'erreurs significatives
 - b) une stratégie générale et une approche précise concernant la nature, la programmation et l'étendue de l'audit
 - c) les procédures analytiques visant à permettre l'analyse des tendances et des fluctuations
 - d) les tests sur les détails des opérations
17. Pour pouvoir, à partir d'un échantillon, tirer des conclusions valables pour l'ensemble d'une population donnée:
- a) l'échantillon doit être approprié au regard des objectifs d'audit
 - b) l'échantillon doit être exhaustif, ce qui signifie que tous les éléments de l'ensemble de la population y sont représentés
 - c) l'échantillon doit être stratifié, c'est-à-dire qu'il fait l'objet de subdivisions fondées sur des caractéristiques spécifiques, comme la valeur
 - d) d'autres facteurs, tels que le risque et le seuil de signification (*materiality threshold*), liés à chacune des couches de la population doivent être pris en considération
18. Une situation où, avant d'examiner les contrôles internes d'une entité auditée, la probabilité que les états financiers comportent un certain nombre d'erreurs est élevée, est notamment caractérisée par:
- a) un haut risque d'échantillonnage
 - b) un haut risque inhérent
 - c) un haut risque de contrôle
 - d) un haut risque de non-détection
19. Le risque que des erreurs affectant les états financiers **ne** soient **pas** détectées ou corrigées par le système de contrôle interne de l'entité auditée est:
- a) le risque d'audit
 - b) le risque inhérent
 - c) le risque de contrôle
 - d) le risque de non-détection
20. Parmi les éléments ci-après, lequel **ne** fait **pas** partie d'une approche d'audit par analyse des systèmes?
- a) L'identification des contrôles clés pour évaluer dans quelle mesure les auditeurs peuvent s'appuyer sur eux
 - b) Les tests de contrôle portant sur les contrôles clés identifiés
 - c) L'utilisation des tests de contrôle en vue de tirer des conclusions sur le système de contrôle interne
 - d) Le fait de soumettre les opérations à un nombre maximal de procédés de validation

